ANNO XII. **Domenica, 10 Aprile 1859** **Num. 100.**

Prezzo delle Associazioni

	Anno	Semestre	Trimestre
Torino	L. 12	L. 7	L. 4
Provincie	» 20	» 11	» 6
Svizzera	» 36	» 19	» 10
Francia	» 40	» 22	» 12
Inghilterra	» 54	» 28	» 15
Austria	» 48	» 25	» 13

Altri Stati a norma delle convenzioni [illegible]

Ciascun foglio cent. 5.

L'OPINIONE

Si pubblica tutti i giorni, comprese le Domeniche, e si distribuisce dalle ore 7 del mattino al mezzogiorno.

Le Associazioni si ricevono
In Torino, all'Ufficio del giornale, via S. Filippo, n. 21, piano terreno. Nelle Provincie, presso gli Uffici postali.
A Parigi, all'*Agence Havas*, rue J. J. Rousseau, n. 3
A Londra, da *Frederick May*, Street St-James.
Le inserzioni costano L. 1 la linea, gli annunzi cent. 25 caduna linea per una sol volta; cent. 20 per le successive.
Le lettere e i richiami devono esser indirizzati *franchi* alla Direzione del giornale. Non si restituiscono i manoscritti.

Un foglio arretrato cent. 10.

Torino, 9 aprile

MEMORANDUM

SULLA SITUAZIONE D' ITALIA.

Siamo in grado di pubblicare il testo del *Memorandum* che il Presidente del Consiglio, conte di Cavour, ha indirizzato al Governo di S. M. Britannica ed a quello di S. M. Prussiana, in seguito d' invito statogli fatto da loro di far conoscere le sue osservazioni intorno alla situazione del Lombardo-Veneto e delle altre provincie d'Italia.

Esso è il seguente:

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, animé d'une bienveillante sollicitude pour le sort de l'Italie, dans le but d'éviter les causes qui pourraient amener de graves perturbations en Europe, a invité le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne à lui faire connaître quels sont à son avis les griefs que les italiens ont à faire valoir contre l'Autriche, soit à cause de sa domination sur les provinces qu'elle possède en vertu des Traités, soit par suite de ses rapports avec les États de l'Italie centrale, dont la condition anormale est reconnue par tous les cabinets.

Pour répondre à cet appel d'une manière claire et précise, le cabinet de Turin croit nécessaire de traiter séparément les deux questions qui lui sont adressées en s'expliquant d'abord sur les conditions de la Lombardie et de la Vénétie, ensuite sur les résultats de la politique autrichienne à l'égard de l'Italie centrale.

Quels qu'aient été les résultats de la cession en 1814 du royaume Lombard-Vénitien à l'Autriche, on ne saurait contester que leur possession par cette Puissance soit conforme aux Traités; car dans ces Traités on ne s'est guère préoccupé du sort des peuples dont ils disposaient. Nous n'aurions pas en conséquence soulevé une question qui ne saurait se resoudre sans une modification des Traités existents, si le Gouvernement Britannique ne nous avait engagés à lui ouvrir toute notre pensée sur ce point aussi bien que sur les autres.

Nous reconnaissons que la domination de l'Autriche sur les pays situés entre le Tessin, le Pô et l'Adriatique est donc légale; mais cela n'empêche pas qu'elle n'ait produit des conséquences déplorables et amené un état de choses qui n'a pas d'analogie dans l'histoire moderne.

Il est de fait que la domination autrichienne inspire une répugnance invincible à l'immense majorité des Italiens qui y sont soumis, que les seuls sentiments qu'ils ressentent pour ceux qui les gouvernent sont l'antipathie et la haine.

D'où celà provient-il? Le mode de gouverner de l'Autriche y a contribué sans doute; son pédantisme bureaucratique, les vexations de sa police, les impôts écrasants qu'elle a établis, son système de recrutement plus dur qu'aucun autre en Europe, ses rigueurs et ses violences même envers des femmes, ont exercé l'effet le plus facheux sur ses sujets Italiens; mais ce n'est pas la cause principale des faits qui ont été indiqués!

L'histoire nous fournit maints exemples de gouvernements, pires que celui de l'Autriche, moins universellement détestés que le sien.

La véritable cause du mécontentement profond des Lombards-Vénitiens, c'est d'être gouvernés, dominés par l'étranger, par un peuple avec lequel ils n'ont aucune analogie, ni de race, ni de mœurs, ni de goûts, ni de langue.

A mesure que le Gouvernement Autrichien a appliqué d'une manière plus complète le système de centralisation administrative, ces sentiments ont augmenté. Maintenant que ce système a atteint son apogée, que la centralisation en Autriche est devenue plus absolue que en France même, maintenant que toute action locale ayant été éteinte, le plus humble citoyen est en contact pour la moindre des choses avec des fonctionnaires publics, qu'il n'aime ni ne respecte, la répugnance et l'antipathie pour le Gouvernement sont devenues universelles.

Le progrès des lumières, la diffusion de l'instruction, que l'Autriche ne peut pas empêcher entièrement, ont contribué à rendre plus sensible ces populations à leur triste sort. Les Milanais et les Vénitiens qui reviennent dans leur pays après avoir visité les peuples qui jouissent d'un Gouvernement national, sentent plus vivement l'humiliation et le poids du joug étranger.

Pendant un certain tems la conduite ferme et indépendante du Gouvernement Autrichien envers la cour de Rome, tempérait les facheux effets de la domination étrangère. Les Lombards-Vénitiens se sentaient affranchis de l'empire que l'Eglise exerce dans d'autres parties de la Péninsule sur les actes de la vie civile, dans le sanctuaire même de la famille; c'était pour eux une compensation à laquelle ils attachaient une grande valeur.

Elle leur a été enlevée par le dernier Concordat qui, ainsi qu'il est notoire, assure au Clergé une plus grande influence, de plus amples privilèges que dans aucun autre pays, même en Italie, les Etats du Pape exceptés.

La destruction des sages principes introduits dans les rapports de l'Etat avec l'Eglise par Marie Thérèse et Joseph II, a achevé de faire perdre toute force morale au Gouvernement Autrichien dans l'esprit des Italiens.

Par suite des causes qui ont été exposées, les provinces Lombardo-Vénitiennes présentent le spectacle le plus triste et qui, ainsi qu'il a été observé plus haut, n'a pas d'analogie dans l'histoire. C'est celui d'un peuple tout entier qui a pris vis-à-vis de ceux qui le gouvernent une attitude ouvertement hostile que ni les menaces, ni les caresses ne domptent ou atténuent.

Il suffit de parcourir la Lombardie et la Vénétie pour se convaincre que les Autrichiens ne sont pas établis, mais campés dans ces Provinces. Toutes les maisons, depuis la plus humble chaumière au plus somptueux palais, sont fermées aux agents du Gouvernement. Dans les lieux publics, aux théâtres, dans les rues, il y a une séparation absolue entre eux et les habitants du pays, et on dirait une contrée qui a été envahie par une armée ennemie rendue odieuse par son insolence et sa morgue. Et cet état de choses n'est pas un fait transitoire produit par des circonstances exceptionnelles dont on peut prévoir le terme plus ou moins rapproché. Il dure et s'aggrave depuis un demi siècle, et il est certain que si le mouvement civilisateur de l'Europe ne s'arrête pas, il ne fera qu'empirer.

Une telle condition n'est pas contraire aux Traités, ainsi qu'on l'a déclaré plus haut, mais elle est contraire aux grandes principes d'équité et de justice sur lesquels repose l'ordre social; elle est en opposition avec le précepte que la civilisation moderne proclame: qu'il n'y a de Govenement légitime que celui que les peuples acceptent, sinon avec reconnaissance, du moins avec résignation.

Maintenant si on nous demande quel remède la diplomatie peut apporter à un tel état de choses, nous répondrons avec franchise que si l'on ne parvient pas à amener l'Autriche à modifier les Traités, on n'aboutira pas à une solution definitive et viable; il faudra se contenter de palliatifs. Il faut que l'Europe se résigne à assister impassible au douloureux spectacle que présentent la Lombardie et la Vénetie, jusqu' à ce que la révolution, qui couve sans cesse sous le cendre dans ces contrées, profitant de circonstances favorables, ne brise violemment un joug que la conquête et la guerre leur ont imposé.

Ce spectacle toutefois deviendrait moins douloureux et l'état des Lombards-Vénitiens plus tolérable, si l'Autriche se montrait fidèle aux promesses qu'elle adressait aux italiens lorsqu'en 1814 elle les excitait à se soulever contre la domination française, et si conformément à la proclamation du commandant en chef de ses armées, le général Bellegarde, elle établissait en deçà des Alpes, si non un Gouvernement, une administration entièrement nationale avec un armée indigène cantonnée en Italie et commandée par des officiers italiens et des institutions fondées sur le principe représentatif. Ce serait un palliatif, mais un palliatif qui pourrait faire prendre patience à des populations accoutumées à souffrir, et éloigner les dangers qui préoccupent à si juste titre l'opinion publique en Europe.

La diplomatie, en conseillant au cabinet de Vienne de suivre la voie qu'on vient d'indiquer, fera une œuvre prudente et méritoire, bien que nous ne puissions guère espérer qu'elle obtienne les résultats qu'on se propose. L'expérience de 45 années ne l'a que trop démontré.

L'Autriche ne compte que sur sa force pour maintenir sa domination en Italie.

Passant à la 2. de question qui lui est adressée, les effets de la politique autrichienne sur l'Italie centrale, le Gouvernement du Roi se restreindra dans le cercle que les traités et le droit public européen tracent à la diplomatie. Placé sur ce terrain, il ne se bornera pas à signaler les actes illégaux de l'Autriche; il invoquera à son tour les transactions européennes violées par l'Autriche, et il demandera l'exécution des mesures nécessaires pour remedier aux maux qui ont été la conséquence de cette violation. C'est son droit, c'est son devoir.

Le Traité de Vienne a fait à l'Autriche une large part en Italie. En y quadruplant à peu près le nombre de ses anciens sujets, en ajoutant au Duché de Milan, qui lui appartenait avant la révolution, la Valtelline, les possessions du Pape situées sur la rive gauche du Pô et tous les Etats de la République de Venise, il a détruit l'équilibre qui existait dans le siècle dernier. Le Piémont, malgré l'annexion de Gênes, n'a plus été en état de former un contrepoids à l'Empire, qui, maître du cours du Pô, de l'Adige, des principaux fleuves de l'Italie septentrionale, avait réussi a relier ses possessions italiennes avec ses Etats héréditaires.

Il s'est trouvé en présence d'une puissance comptant plus de sujets en Italie que lui, et disposant de forces infiniment plus considérables que le siennes.

Toutefois, si l'Autriche s'était maintenue dans les limites que les traités lui assignaient, le reste de l'Italie aurait pu participer aux progrès qui se sont réalisés en Europe depuis la cessation des guerres de l'Empire, et former avec le Piémont une barrière efficace aux influences étrangères dans la Péninsule.

Mais l'Autriche s'est efforcée dès les premières années qui ont suivi la Restauration, par tous les moyens en son pouvoir, d'acquérir sur toute la Péninsule une influence prépondérante.

Se posant en défenseur déclaré de tous les Gouvernements italiens, quelques mauvais qu'ils fussent, en intervenant avec des forces irresistibles toutes les fois qu'un peuple tachait d'obtenir des améliorations et des réformes de son propre Gouvernement, elle est parvenue à étendre sa domination morale bien au delà de ses frontières. Nous ne referons pas l'histoire des 40 dernières années, elle est trop connue: nous nous bornerons à constater l'état de choses actuel, dû à l'action persévérante de la politique autrichienne.

Les Duchés de Parme, de Modène et de Toscane sont devenus de véritables fiefs de l'Empire.

La domination de l'Autriche sur les deux premiers est constatée par la Convention du 24 décembre 1847 (1). Cette Convention, en lui donnant le droit de les occuper avec ses troupes, non seulement lorsque l'intérêt de Parme et Modène le reclamerait, mais encore toutes les fois que cela pourrait être utile à ses opérations militaires, rend l'Autriche maîtresse absolue de toute la frontière orientale de la Sardaigne, des Alpes à la Méditerranée. Et qu'on ne dise pas que c'est là une vaine menace, un danger imaginaire, car on a vû, il y a à peine trois ans, lorsque le Congrès de Paris retentissait encore des protestation formulées par le Piémont et soutenues par l'Angleterre contre l'intervention étrangère en Italie, les troupes autrichiennes sous un futile prétexte occuper non seulement Parme, mais les parties les plus reculées du duché, et camper sur le sommet des Apennins, d'où elles dominaient le rivage de la mer appartenant à la Sardaigne.

L'Autriche se considère tellement comme maîtresse de faire ce qui lui convient dans les États de Parme, qu'au mépris des Traités qui ne lui donnent que le droit de tenir garnison dans la citadelle de Plaisance, elle a fait construire, et arme dans ce moment, des forts détachés de l'enceinte de la Ville destinés à transformer Plaisance en un vaste camp retranché capable de donner abri à une armée redoutable.

Le lien qui rattache la Toscane à l'Autriche, pour être moins apparent, n'est ni moins réel ni moins fort. On ignore si un Traité secret existe entre les deux États, mais ce qui est certain, c'est que d'un côté le Gouvernement Toscan sait qu'il peut compter dans tous les temps et dans toutes les circonstances sur l'appui armé de l'Autriche pour contenir ses peuples, et que de l'autre l'Autriche est certaine de pouvoir occuper la Toscane si par hazard un intérêt stratégique lui conseillait de le faire.

Quant aux États Romains le mode de procéder de l'Autriche a été plus simple. Elle les a occupés toutes les fois que des troubles politiques lui ont fourni un prétexte pour le faire. Depuis 1831 elle a franchi trois fois le Pô et mis garnison dans les villes de la Romagne. La dernière occupation plus complète que les précédentes puisqu'elle s'étend jusqu'à Ancone, dure depuis dix ans. Bien que dans ce moment le Gouvernement pontifical ait démandé la retraite des troupes étrangères, nous ne croyons pas que cette mesure puisse faire cesser les conditions anormales des États du St-Siège. La retraite de ces troupes, si elle n'est précedée de reformes radicales dans toutes les branches de l'administration, laissera le champ libre à la révolution. On substituerait l'anarchie à l'occupation étrangère pour recourir aussitôt et nécessairement à cette dernière.

Ainsi l'intervention de l'Autriche dans le pays a un tel caractère de permanence qu'on est autorisé à dire que ces provinces, devant appartenir à un État indépendant, sont passées de fait sous la domination autrichienne.

Une si grande extension de la puissance autrichienne en Italie en dehors des stipulations des Traités, constitue un danger grave pour le Piémont, contre lequel son Gouvernement a le droit de protester. L'Autriche, maîtresse absolue du cours du Pô de Pavie à l'Adriatique, créant sur nos frontières une place de guerre de premier ordre, libre d'occuper quand bon lui semble les montagnes qui devaient nous servir de remparts, nous menaçant de tous côtés, nous oblige à maintenir nos forces sur un pied ruineux, hors de proportion avec nos ressources financières.

On observera peut être que la présence des troupes françaises à Rome neutralise les forces de l'Autriche et diminue les dangers du Piémont. Rien n'est moins exact. Au point de vue politique l'occupation de Rome par la France peut avoir une grande importance. Au point de vue militaire elle n'en a aucune, surtout pour ce qui a rapport à la Sardaigne. Si dans le cas d'une aggression, nous devions faire appel à l'appui de la France, les troupes que cette Puissance entretient en Provence et au pied des Alpes, nous seraient d'un secours bien plus efficace que celles qui, isolées à Rome, ne pourraient guère agir en notre faveur qu'en venant s'embarquer à Civitavecchia.

Nous croyons en conséquence que la présence des français à Rome que nous désirons d'ailleurs vivement de voir cesser, ne diminue en rien la valeur des réclamations que la Sardaigne élève contre la politique envahissante de l'Autriche. Si l'Autriche faisant droit à ces justes réclamations, reconnaissait l'indépendance absolue des autres États de la Péninsule, les conditions de l'Italie centrale ne tarderaient pas à s'améliorer considérablement. Les Gouvernements de ces contrées n'étant plus soutenus par les armées autrichiennes seraient nécéssairement amenés à donner satisfaction aux voeux les plus légitimes des populations. Mais dans l'intérêt de l'ordre et du principe d'autorité, afin que ces concessions inévitables ne leur soient pas arrachées à la suite de désordres et de mouvements populaires, il est nécessaire qu'en même temps que l'on proclamera le principe de la non intervention de l'Autriche, les souverains de l'Italie centrale modifient profondément le système politique qu'ils suivent depuis si longtemps à l'ombre des bayonnettes étrangères.

Le Cabinet de Turin est convaincu que tout danger de révolution serait évité dans les duchés de Parme et de Modéne, s'ils étaient dotés d'institutions analogues à celles dont le Piemont jouit depuis onze ans. L'expérience de ce pays démontre qu'un système sagement libéral appliqué avec bonne foi peut fonction-

(1) *Voir le Blue Book de 1848, pag 78.*

ner en Italie de la manière la plus satisfaisante; en assurant en même temps la tranquillité publique et le développement régulier de la civilisation.

Quant à la Toscane, il juge nécessaire le rétablissement de la Constitution de 1848, que le Grand Duc a jurée, et qui a été revoquée juste au moment, où se fondant sur les institutions qu'elle consacrait, le Grand Duc etait restauré sur son trône renversé par un mouvement révolutionnaire.

Pour ce qui a rapport aux États du Saint Siège, le Cabinet de Turin ne saurait se dissimuler que la question présente de bien plus graves difficultés. La double qualité que revêt le Souverain Pontife, de chef de l'Eglise Catholique, et de Prince temporel, rend presque impossible (dans ses États) l'établissement du système constitutionnel. Il ne saurait y consentir sans courir le danger de se trouver souvent en contradiction avec lui-même, et d'être forcé d'opter entre ses devoirs comme Pontife et ses devoirs comme Souverain constitutionnel.

Néanmoins en reconnaissant qu'il faut renoncer à l'idée d'assurer la tranquillité des Etats du Pape au moyen d'institutions constitutionnelles, le Cabinet de Turin pense qu'on se rapprocherait du même but en adoptant le projet que les plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne au Congrès de Paris ont développé dans la Note du 27 mars 1856 adressée aux ministres de France et d'Angleterre. Ce projet qui a reçu la pleine approbation de lord Palmerston, repose sur la séparation administrative complète des provinces de l'Etat Romain situées entre l'Adriatique, le Pô et les Apennins, et le développement chez elles des institutions municipales et provinciales qui ont été établies en principe, si non mises en pratique par le Pape lui-même à son retour de Gaëte. Ce projet devrait maintenant être completé par l'établissement à Rome d'une Consulte nommée par les Conseils provinciaux, à laquelle seraient soumises les questions relatives aux intérêts généraux de l'État.

Les idées qui viennent d'être exposées sont une réponse claire et précise à l'interpellation que le Gouvernement de S. M. Britannique a adressée au Cabinet de Turin. En les résumant il résulte qu'à son avis les dangers d'une guerre ou d'une révolution seraient conjurés, et la question italienne temporairement assoupie aux conditions suivantes:

En obtenant de l'Autriche, non en vertu des traités mais au nom des principes d'humanité et d'eternelle justice, un gouvernement national séparé pour la Lombardie et la Vénétie;

En exigeant que conformément à la lettre et à l'esprit du Traité de Vienne la domination de l'Autriche sur les États de l'Italie centrale cesse: et par conséquent que les forts détachés construits en dehors de l'enceinte de Plaisance soient détruits: que la Convention du 24 décembre 1847 soit annulée: que l'ocupation de la Romagne cesse: que le principe de la non intervention soit proclamé et respecté;

En invitant les Ducs de Modène et de Parme à doter leurs pays d'institutions analogues à celles qui existent en Piémont: et le Grand Duc de Toscane à rétablir la Constitution qu'il avait librement consentie en 1848:

En obtenant du Souverain Pontife la séparation administrative des provinces au déçà des Apennins conformément aux propositions communiquées en 1856 aux Cabinets de Londre et de Paris.

Puisse l'Angleterre obtenir la réalisation de ces conditions! L'Italie soulagée et pacifiée la bénira, et la Sardaigne, qui a tant de fois invoqué son concours et son aide en faveur de ses conciteyens malheureux, lui vouera une reconnaissance impérissable.

Turin, 1.er mars 1859.

Signé C. Cavour.

L'ORDINE DEL GIORNO

Il sentimento d'indegnazione che ha prodotto l'ordine del giorno alle truppe austriache, non si cancellerà facilmente. Esso non si dileguerà, poichè un popolo non può dimenticare un insulto, che non sarebbe neppur giustificabile in tempi di guerra guerreggiata.

Egli importa di far conoscere che questo sentimento è stato generale, in tutte le classi, ne' borghesi non meno che ne' militari.

Ma perchè fu pubblicato senza data e senza firma, perchè è esorbitante, si volle metterne in dubbio l'autenticità. Si chiese qual generale l'ha promulgato, e chi l' ha trasmesso.

Le informazioni che riceviamo oggi da Milano tolgono qualsiasi sospetto intorno alla veracità del documento.

L'ordine del giorno non è d'un ufficiale subalterno o d'un generale di brigata o di divisione, ma del generale Gyulai, ed ha la data del 6 corrente.

Noi l'abbiamo ricevuto il dì 7; il giorno successivo ce ne pervenne un' altra copia ed oggi stesso un'altra.

Messa in sodo l'autenticità dell'ordine del giorno, si ha ben ragione di chiedere, se è in questa guisa che una potenza, come l'Austria, palesa all' Europa i suoi intendimenti contro la Sardegna.

L'Austria non può più scusarsi che il linguaggio virulento de' suoi giornali non si dee imputare al governo. Il linguaggio d'un suo generale capo, non è punto meno violento, ed egli s'indirizzava a' soldati!

P. S. Il dispaccio di Vienna d' oggi intorno agli armamenti stracrdinari dell'Austria ed alla previsione di guerra imminente spiega viemeglio l' ordine del giorno del generale Gyulai.

Una smentita austriaca. La *Gazzetta ufficiale di Milano* pubblica la seguente nota relativa alla domanda fatta all'Austria e al Piemonte di ritirare le truppe dai rispettivi confini, al rifiuto dell'Austria di accedervi, e alla successiva domanda del gabinetto di Vienna per il disarmo del Piemonte, con allusione a ciò che ne dissero il *Chronicle* e *l'Advertiser* :

Milano, 8 aprile. Abbiam creduto dover presentare ai nostri lettori la nuova pervenutaci ieri l'altro per telegrafo dall'*Agenzia Havas* di Parigi, ed attinta a fogli inglesi sulle negoziazioni ora in corso risguardanti il disegnato congresso delle cinque grandi potenze.

Quest'oggi, meglio informati del vero termine delle cose, ci affrettiamo a dichiarare che quella notizia, quanto alle esigenze che altri governi avrebbero presentate all'Austria, è priva d'ogni fondamento, e che anche l'asserzione, la quale viene poi, circa il contegno che il gabinetto di Parigi e quello di Pietroburgo pensano di serbare a fronte della condizione preliminare richiesta dall'Austria, non è, dai ragguagli finora a noi giunti, menomamente confermata. Per tal modo cade anche la conchiusione dei succitati fogli, la quale metteva in dubbio l'adunanza del congresso.

Questa smentita è notevole perchè non nega l'unico e vero punto importante, cioè che l'Austria ha domandato il disarmo del Piemonte e che questo fu rifiutato.

Quale scopo abbia poi la smentita della *Gazzetta di Milano*, la quale secondo informazioni irrefragabili è priva di fondamento, non possiamo imaginare, salvo che sia quella di mettere in dubbio l'attitudine della Russia, sfavorevole all'Austria, o di calmare l'agitazione che in Lombardia produce la notizia di una rottura delle negoziazioni relative al congresso.

RIVISTA DELLA SETTIMANA

Le speranze che i partigiani di una pace illusoria avevano messe nel congresso delle cinque grandi potenze, vanno ogni giorno dileguandosi, e le condizioni inaccettabili pretese dall'Austria, particolarmente quella del disarmo del Piemonte, senza che l'Austria sia obbligata a fare altrettanto, hanno resa assai problematica a riunione del congresso. Fra le condizioni preliminari convenute dalle potenze proponenti il congresso, v' era quella che Austria e Sardegna ritirassero le loro truppe dai confini. Ma il gabinetto di Vienna che aveva fatto di Pavia, in prossimità al confine sardo, una piazza principale di guerra, si rifiutò di aderire e pose invece innanzi la pretensione che il Piemonte disarmasse e riducesse il suo esercito allo stato normale. Il Piemonte era già stato escluso della compartecipazione al congresso sopra un piede eguale alle altre grandi potenze e si era presto consolato di questa esclusione, ben sapendo che nulla di bene per l'Italia avrebbe potuto escire da un' adunanza diplomatica nelle attuali condizioni di cose. Ma certamente il Piemonte non poteva adattarsi alla arrogante pretensione dell' Austria, tanto meno che l'imperatore d' Austria era stato il primo ad ordinare i suoi armamenti, proclamandoli in apposite dichiarazioni ufficiali dirette contro il Piemonte. L'opinione pubblica di tutta l'Europa si pronunciò con molta energia contro la pretensione dell'Austria, e il rifiuto del Piemonte ebbe la sanzione degli uomini più assennati e moderati. La Russia, da cui partì la proposta del congresso, e la Francia che fu la prima ad aderirvi, riconobbero fondato il rifiuto del Piemonte, e l'Inghilterra, non ostante la sua inclinazione per l'Austria, comprese che la pretensione dell' Austria non meritava alcun appoggio. La questione è ora a questo punto: desisterà l'Austria dalla sua pretensione, di cui dicono i suoi fogli, il gabinetto di Vienna ha fatto una condizione *sine qua non* per il suo intervento al congresso o persisterà nella sua domanda in modo assoluto? La questione se vi sarà congresso o no, dipende dalla soluzione di tale quesito. Altro è il quesito se vi sarà guerra o pace; imperocchè il congresso, quand' anche venisse a radunarsi dietro una inaspettata arrendevolezza del gabinetto austriaco, non è ancora una guarentigia che la pace sarà conservata; ma tutt' al più sarà occasione per la Francia, secondo il detto attribuito a Napoleone III, per fare o una pace onorevole o una guerra la più giusta.

A quest'ultima accennano tutti gli armamenti da ogni parte i più grandiosi che mai siansi fatti nell'età moderna. La Francia ha ordinato la formazione dei quarti battaglioni, e con tanta celerità fu eseguita questa disposizione, che pochi giorni dopo che fu data, una rassegna militare a Parigi compivasi coi reggimenti di quella guarnigione, accresciuti dei loro quarti battaglioni, secondo l' ordinamento divisato. A Culoz si sta formando un campo militare, immediatamente ai confini del Piemonte, all' uscita della strada ferrata Vittorio Emanuele. Truppe di recente venute dall'Algeria faranno parte di questo campo, presso al quale si è raccolta una grande quantità di materiale di guerra, di approvigionamenti e munizioni. Si assicura che in Francia l'organizzazione dell'esercito per una imminente campagna è compiuta, i singoli comandi stabiliti. Per ora, dicesi, saranno messe sul piede di guerra sei divisioni e tutte le forze militari divise in due armate, l' una delle Alpi, l'altra del Reno. Il Piemonte continua pure i suoi preparativi, e l'organizzazione dell'esercito sul piede di guerra procede alacremente, come ogni altro provvedimento necessario per mettere il paese in completo stato di difesa.

Gli armamenti dell'Austria in Italia acquistano pur essi ogni giorno maggior ampiezza, ed assumono sempre più il carattere di provocazione ed offesa. Colle ultime spedizioni di truppe l'esercito austriaco in Italia sarà portato a 200,000 uomini; in pari tempo l'Austria raduna in Boemia un corpo di 80,000 uomini ed ordina pure la chiamata dei battaglioni di riserva, ponendo sul piede di guerra tutto il suo esercito. Provocanti ordini del giorno vengono letti ai soldati nelle caserme per rialzarne il morale e prepararli all' imminente conflitto. In tale ordine del giorno, del quale i nostri fogli hanno pubblicato il testo italiano, si dice ai soldati, particolarmente a quelli appena arrivati dal congedo, che sono chiamati a far la guerra al Piemonte, come se questo fosse isolato ed incapace di resistere alla potenza dell'Austria; ma si tace della Francia perchè ciò farebbe un sinistro effetto.

Con tutto ciò governi e giornali si occupano tuttora del congresso e discutono sui nomi dei singoli rappresentanti, sul luogo ove dovrà tenersi, sulle condizioni preliminari. La *Gazzetta di Milano* ha persino paura che si creda che il congresso non abbia luogo, e dedica un apposito articoletto a smentire le voci in contrario. Il governo britannico ha chiamato a Londra il suo inviato a Torino, sir James Hudson, e si assicura che egli assisterà lord Malmesbury al congresso. In quanto alla Russia, gli uni vogliono che sia rappresentata dal ministro degli affari esteri, principe Gorciakoff, la cui partenza da Pietroburgo a Parigi in missione speciale è annunciata, altri assicurano che egli è troppo occupato in altri oggetti, e dànno l'incarico di rappresentare la Russia al sig. Kisseleff, ambasciatore russo a Parigi, od al barone Brunow che rappresenta la Russia a Londra. Il *Giornale di Dresda* aveva persino annunziato che tutto era combinato e la riunione del congresso stabilita per il giorno 30 aprile. Questa notizia è però dichiarata almeno prematura da tutte le informazioni attendibili, sebbene anche lord Malmesbury nella camera dei lordi abbia espresso la sua convinzione che il congresso si sarebbe riunito alla fine del mese. Altri reputano invece che alla fine del mese sarà dichiarata la guerra, e se guardiamo alla disposizione degli animi, ciò è più verosimile.

La stampa austriaca, anche quella immediatamente ispirata dal gabinetto di Vienna, è ogni giorno più virulenta ed offensiva contro il Piemonte e la Francia; e simili cose non si dicono e non si tollerano se non quando le parti sono decise alla guerra e attendono soltanto il momento opportuno per dichiararla. Articoli come quelli che pubblicano quasi ogni giorno la *Gazzetta di Vienna*, la *Gazzetta austriaca*, *L'Ostdeutsche Post*, l'*Osservatore Triestino* avrebbero da lungo tempo provocate le più energiche rimostranze diplomatiche in altri momenti. Ora è inutile di occuparsene ufficialmente dacchè si prepara e si avvicina l'istante in cui l' Austria sarà chiamata a render conto di ben maggiori peccati.

L'Austria è impaziente degli indugi, ma non osa romperli. Sia che non si senta abbastanza forte o che i suoi preparativi non siano compiuti, o sentimento della sua iniquità la trattenga, essa provoca e offende e non attacca. Per altro ne soffre assai; il malcontento cresce ne'suoi popoli, gli alleati, acquistati con raggiri e falsità, aprono gli occhi e la disertano, le sue finanze vanno nell'estrema rovina. I giornali di Vienna lo confessano apertamente; si lagnano che in aspettazione della guerra guerreggiata Napoleone III faccia all'Austria dal 1 gennaio in poi una guerra finanziaria oltremodo rovinosa; come se Napoleone III fosse cagione del disesto delle finanze austriache, le quali erano pure oberate prima che Napoleone cingesse la corona imperiale. Essendo fallito il prestito tentato a Londra, l'Austria è andata in cerca di altri proventi pecuniarii e ha messo a contribuzione i principi italiani, suoi satelliti e l'arciduca Massimiliano d'Este ha dato 20 milioni, sei milioni il duca di Modena, sei il granduca di Toscana. Ma ciò non basta e già si parla di nuove tasse nel regno lombardo-veneto, di carta monetata e di altri espedienti; gli austriaci occupano il terreno dei privati allo scopo di fortificazioni, senza pagarne il prezzo ai proprietarii; si appropriano i denari dei pupilli e dei depositi giudiziari sotto il pretesto di metterli in salvo contro i pericoli della guerra; e allo stesso intendimento pongono le mani sugli arredi preziosi delle chiese.

Le popolazioni austriache sono però malcontente, e lo sviluppo delle conseguenze del concordato vi contribuisce assai. Ultimamente il governo austriaco dovette desistere dal mettere di nuovo in vigore antiche leggi d'intolleranza contro gli ebrei per l'unanime riprovazione manifestatasi nell'opinione pubblica. Le chiamate di uomini nella Croazia e nei confini per il servizio militare ha dato luogo a serie turbolenze in quei paesi, che debolmente smentite da organi austriaci, sono confermate da notizie dirette ed indirette pervenute a Milano. Per sostenere gli animi si fa credere in Austria, che il gabinetto di Vienna può contare sull'alleanza dell'Inghilterra, della Prussia e della Germania, persino sulla benevolenza della Russia. A Pietroburgo ha fatto un tentativo di conciliazione colla missione del generale Deym che deve scusare l'Austria per le fortificazioni di Cracovia erette in violazione al trattato del 1847 e procurare di ottenere sentimenti più benevoli. Il linguaggio della *Gazzetta di Pietroburgo*, le intime relazioni della corte russa con quella di Francia, il suo accordo con quella di Torino, l'avversione contro l'Austria, fondata sopra antichi e recenti avvenimenti, dimostrano a sufficienza che il gabinetto di Vienna è andato in Pietroburgo incontro ad una nuova sconfitta diplomatica.

La Prussia mantiene la sua posizione neutrale, la quale ha calmato lo zelo eccessivo di alcuni governi retrogradi della Germania, favorevoli all'Austria. Le voci contro la politica austriaca in Italia si fanno sempre più vive e forti in Germania, e l'opuscolo la *Prussia e la quistione italiana*, che svolse la politica tedesca con molto accorgimento e verità in un senso contrario all'Austria, e fece una grande sensazione in Prussia e fuori, ha avuto quattro copiose edizioni. La Germania divisa in tre campi l'uno prussiano, l'altro austriaco, il terzo nè l'uno nè l'altro, rimarrà neutrale nella lotta, nonostante gli armamenti di alcuni degli stati tedeschi, e comprenderà che la quistione dell'indipendenza italiana è estranea ai suoi immediati interessi.

Dopo la quistione del divieto dell'esportazione dei cavalli, sciolto dalla Prussia in senso neutrale, gli amici dell'Austria hanno messo in campo in Germania il divieto dell'esportazione della polvere da schioppo, della quale molte commissioni ebbero diverse fabbriche di Germania. È assai probabile che a queste fabbriche si lascieranno compiere le commissioni, prima di procedere al divieto.

L'attitudine dell'Inghilterra è pure quella di mediatrice, e nonostante le inclinazioni del ministero per l'Austria, finirà per essere neutrale se non decisamente avversa all'Austria stessa. Il ministero inglese è travagliato da una crisi sopravvenuta per il voto della camera dei comuni sul bill di riforma, in opposizione alla proposta del governo. Dopo qualche indecisione,

lord Derby appoggiandosi particolarmente alla quistione estera, deliberò di rimanere in officio o di sciogliere il parlamento, non prima però che questo avesse a terminare alcuni affari più urgenti, come il prestito per il governo dell'Indie. Lo scioglimento avrà luogo nella seconda metà del mese e subito dopo si faranno le nuove elezioni. Il motivo prevalente di questa determinazione, costituzionale nella sua lettera, ma certamente incostituzionale nello spirito, perchè non havvi alcuno in Inghilterra che non sia convinto dever il nuovo parlamento essere ancora più avverso al presente ministero che il vecchio, è la quistione estera, apparentemente perchè si dice che il ministero sarebbe quello che ha maggiori probabilità per mantenere la pace, in realtà perchè alla corte inglese ove ha prevalenza la famiglia dei Coburg per molte guise infondata all'Austria, si preferisce il ministero Derby, per la sua inclinazione verso il gabinetto di Vienna, a quello che sarebbe formato da lord Palmerston o lord J. Russell, certamente più favorevoli all'Italia che all'Austria.

Ma le deliberazioni del ministero inglese potrebbero avere ancora qualche modificazione dinanzi al cattivo esito delle negoziazioni per il congresso. Già il ministero ha dovuto chiedereche siano rimandate alla settimana ventura le interpellanze annunciate in amendue le camere sugli affari d'Italia. Lord Malmesbury, secondo il telegramma, ha detto di aver fatto quanto era in lui per conservare la pace, ma non aggiunge di essersi riuscito o di averne la speranza. se come havvi ogni apparenza non avrà meglio da dire nella settimana ventura, la sua posizione, mancando del principale suo sostegno, la politica di pace all'estero, potrà diventare insostenibile ancora prima della convocazione del nuovo parlamento, e così cadrà anche l'ultima già assai debole speranza dell'Austria nell'alleanza inglese.

La Svizzera persiste nella sua neutralità e alle sue notificazioni ebbe risposte dall' Inghilterra, Prussia, Russia ed Austria che incoraggiano la sua posizione neutrale. Mancano tuttora a Berna quelle di Francia e Sardegna; ma non v' ha dubbio che ancora queste saranno concepite in sensi assai amichevoli per la Svizzera dopo che si è lasciata cadere a terra la pretesa d'impedire i movimenti di truppa nella Savoia.

Si è radunata a Parigi la conferenza pei principati danubiani, dietro istanza speciale della Russia, che desidera vedere prontamente sciolta la vertenza. Ma a fronte dei maggiori avvenimenti, questa non offre guari più alcun interesse. La conferenza confermerà senza dubbio fatti compiuti, e la Porta avrà fatto invano le spese di concentrar truppe sul Basso Danubio in vista di un diverso scioglimento. Questi armamenti turchi, magnificati dai fogli austriaci, erano però di poca importanza, stantechè la Turchia, per la disorganizzazione del suo esercito e delle sue finanze, non può guari disporre per tutto il suo impero di 75,000 uomini. Nè mancano turbolenze in diverse parti dell' impero stesso, particolarmente in alcuni distretti dell' Asia, che non riconobbero mai o solo nominalmente la supremazia della Porta.

Anche la Servia è in uno stato di agitazione che fa presagire nuove complicazioni. Il principe Milosch è ammalato, e, ciò che è peggio, mal consigliato da influenze austriache che lo hanno indotto a misure illiberali, all'abolizione della libertà della stampa, alla deroga di altre disposizioni popolari prese dalla Skupcina. Il paese è malcontento e sfoga il suo odio contro gli austriaci ivi domiciliati, che sono costretti ad allontanarsi.

La situazione dell' Italia diventa sempre più precaria. Il miglioramento nella salute del re di Napoli non è stato durevole e la prostrazione delle sue forze fa presagire non lontana la sua morte. In conseguenza di ciò, assieme a quello che avviene in Europa e nel resto d'Italia, si attendono cambiamenti politici. La regina che ora dirige la somma delle cose, ha spedito a Berlino in missione speciale il principe Carini; già si parla di concessioni, di costituzione, di rivalità tra il principe di Calabria ed il primogenito dell'attuale regina. Anche a Roma regna molta perplessità. Lo sgombro dalle truppe estere, il congresso al quale il governo pontificio non vuole intervenire, e le dimostrazioni in favore del Piemonte preoccupano il collegio dei cardinali, che si fida dell' Austria e della sua politica clericale, ma teme la Francia e lo spirito nazionale degli italiani. Anche in Toscana continuano le dimostrazioni in favore della causa nazionale italiana, e riempiono di apprensioni quel governo, che collegato strettamente col l'Austria, vorrebbe pur darsi le apparenze di neutralità.

L'arrivo a Torino di Massimo d'Azeglio, da Roma ove era stato in missione particolare, è connesso, dicesi, con un notevole cambiamento nella diplomazia sarda. Il paese si prepara alla gran lotta, da cui si ripromette migliori destini per l'Italia. che sarà degnamente rappresentata non solo dal Piemonte, ma anche dalla gioventù accorsa da tutte le parti della penisola a militare contro l'Austria sotto le bandiere sarde.

Dispacci Elettrici Privati

AGENZIA STEFANI

Parigi, 9 (*matt.*)

Londra, 8. Lord Malmesbury rispondendo a Clanricarde ha aggiornato alla settimana prossima il parlare sulle faccende estere ed ha soggiunto che l'Inghilterra ha fatto tutto ciò ch'è in suo potere per conservare la pace europea.

Lord Palmerston in seguito a urgente domanda del sig. D'Israeli ha pure aggiornate le sue interpellanze.

Il sig. D'Israeli ha soggiunto che le spiegazioni intorno agli affari esteri sarebbero attualmente più che sconvenienti. Parlerà la settimana ventura.

Parigi, 9.

Il *Times* annunzia che sir James Hudson, ministro inglese a Torino, è stato chiamato a Londra dal suo governo.

Un dispaccio da Vienna dice che la crisi aspettata da lungo tempo si avvicina.

Un corpo di 50,000 uomini parte per l'Italia; un altro corpo di 60,000 si riunisce a Vienna; le riserve di 70,000 uomini formate in Boemia e in Moravia, quelle dell'esercito d'Italia ed altre sono chiamate sotto le armi.

INTERNO

FATTI DIVERSI

I volontari. Oggi, sabbato, sono giunti circa 500 volontari.

Da Livorno e dalle Romagne si annunzia la prossima partenza di considerevoli stuoli di altri volontari.

Ciò prova l'accordo e l'unione che ora regna in Italia e che è senza dubbio una delle principali condizioni pel buon esito della nostra causa.

— Il generale Garibaldi è stato a Cuneo il giorno 6 a far la rassegna del corpo dei volontari, ormai organizzato.

Il consiglio delegato di Cuneo ha fatto un indirizzo a'volontari nel quale esprime loro, a nome della popolazione, le sue simpatie e la sua stima per l'ammirabile loro contegno.

La stampa in Toscana. Il parere dell'egregio avvocato Leopoldo Galeotti di Firenze riguardo alla perquisizione fatta il 17 marzo scorso alla stamperia *Barbèra e Bianchi* d'ordine del governo toscano ed al sequestro dell'opera — *Tescana ed Austria* — conchiude dichiarando che il sequestro è nullo, illegale la perquisizione e che fu violato il domicilio.

Ottantanove avvocati aderirono al parere dell'avv. Galeotti, gli uni apponendo soltanto la firma, altri giustificando la propria adesione, tutti però dichiarando esplicitamente essere stato quell'atto di perquisizione *illegale, nullo ed arbitrario*.

Commissione legislativa. —Gli uffizi della camera dei deputati hanno scelto a componenti la commissione incaricata dell'esame della proposta di legge intorno a disposizioni relative al personale giudiziario gli onorevoli signori:

Avv. Guglianetti — avv. Castegnola — consigliere De Andreis — avv. Boggio — cav. Pistone — avv. Spano — avv. Mazza.

Pubblicazioni. Nell' annunziare la pubblicazione de'RICORDI DEGLI ANNI 1848-1849 del *barone Giuseppe Zino*, già *capitano nella brigata Granatieri Guardie*, non dobbiamo omettere di commendare l'autore del generoso pensiero di vendere il suo libro a beneficio esclusivo delle famiglie povere de'contingenti.

Basterebbe l'additare lo scopo filantropico a cui è destinato il prodotto del libro per raccomandarlo, se pur non lo raccomandasse l'argomento.

Il prezzo del volume è di L. 1 50.

NOTIZIE POLITICHE

Le notizie trasmesseci oggi dal telegrafo rivelano ad evidenza che l'Austria non aveva aderito al congresso, che per aver tempo di condurre a termine i suoi preparativi militari ed ingrossare l'esercito d'Italia.

Essa insiste ancora presentemente pel disarmamento del Piemonte, sapendo che la sua pretensione non sarà mai ammessa. L'attitudine bellicosa dell'Austria dimostra come le intenzioni conciliative che in Inghilterra si attribuivano al gabinetto di Vienna fossero illusorie.

I corsi dei fondi pubblici ci giunsero stassera tutti in ribasso; ma è sopratutto notevole il ribasso di 1 0|0 dei consolidati inglesi, ciò che prova come a Londra si consideri la situazione molto tesa e siansi dileguate le speranze di un pacifico componimento.

— —

Il *Messaggiere di Modena*, in data 6 aprile, reca:

« Sul declinare della scorsa settimana il nostro augusto sovrano fu sorpreso da leggeri accessi di febbre. Fatto riflesso alla epidemia dominante, furono attribuiti a minaccia di febbre esantematica. Infatti lunedì p. p. presentatasi la rosolia, questa il giorno appresso si estese, ed oggi è bensì nel suo pieno, ma insieme nel suo più regolare e rassicurante sviluppo. »

Lettere private affermano che la malattia è grave.

Scrivono da Napoli 5 corr. al *Corriere mercantile*:

« Qui principia una visibile agitazione; debole finora, ma molto dilatata nelle medie e nelle alte classi. Dopo parecchi mesi di mistero della reggia, e d'invisibilità del re, si comincia da tutti a pensare e ad agire come se la sua morte fosse imminente. Infatti è noto ormai ch'egli lentamente ma continuamente peggiora. Ieri già parlavasi nelle sfere ufficiali di reggenza o *vicariato generale*, e di un ministero Filangeri — Ischitella — Savarese, e d'altri. »

— Esaminando le pretese dell'Austria a riguardo del disarmamento del Piemonte, il *Morning Chronicle* fa le riflessioni seguenti:

« Egli sarebbe intollerabile se ostacoli, prodotti forse da uno stato disordinato dei nostri politici affari, venissero opposti all' azione ed anche alla mera formazione del prossimo congresso, dopo che il successo ha coronato, od almeno pare abbia coronato gli sforzi di coloro che hanno lavorato per portare la quistione italiana ad una soluzione diplomatica. Eppure vi sono troppe ragioni per temere che, ove non si azzardasse un formale rifiuto, si farebbero sforzi per giungere mediante la sinistra tradizionale politica, indirettamente allo stesso scopo.

« Se noi non siamo male informati l'Austria avanza pretensioni incompatibili anche colla vera intenzione del congresso. Benchè si opponga al disarmo, essa domanda tale sacrificio dal Piemonte: e questo, sapendo pienamente che le altre potenze che fanno parte della discussione da cominciarsi, hanno combinato di domandare al Piemonte ed all' Austria che rispettivamente ritirino le proprie truppe alla distanza di sei leghe almeno dalla frontiera. Noi ripetiamo che una pretesa di tal fatta è intollerabile e che essa dev'essere respinta, perchè rassomiglia ad una nuova provocazione e ad un insulto meditato, nel momento in cui le esigenze e le forme diplomatiche domandano una concessione all' orgoglio del Piemonte relativamente alla sua posizione nel congresso. Speriamo che le potenze che hanno preso la parte più attiva per riuscire all'accomodamento avvenire, che nè l'Inghilterra, nè la Francia, nè la Russia appoggieranno questa pretesa dell'Austria, ma che porranno in opera la loro legittima influenza per addivenire al solo accomodamento possibile, buono ed efficace, in ciò che concerne la posizione delle armate rispettive. »

— Una corrispondenza da Lione 3 aprile nella *Gazzetta d'Augusta* dice: « Vengo da un viaggio, nel quale ho percorso una parte d' Italia, e posso assicurarvi che l'agitazione e gli armamenti sono dappertutto immensi. Tutte le strade ferrate sono piene di soldati e di contingenti; qui a Lione havvi raccolto un esercito di non meno di 80,000 uomini. Tutti parlano della guerra imminente, e se si accenna al congresso, siamo derisi. Evidentemente la Francia si arma quanto può, e dichiarerà la guerra ai suoi avversari nel momento che le parrà opportuno. L'Austria, che è pienamente armata e potrebbe schiacciare il Piemonte, prima che un esercito francese avesse tempo di venirgli in aiuto, aspetterà, temo, ancora come nell'ultima guerra russa, quando sarà troppo tardi e avrà le due parti sul collo (*e l'avranno schiacciata prima che possa prender fiato*).

La *Gazzetta d'Augusta* nella sua smania austro-germanica ha fatto più volte allusione all'Alsazia, come di un paese tedesco, che bisogna liberare dalla dominazione straniera. Ora perviene alla stessa gazzetta una energica smentita a quell'insinuazione da Strasburgo nei seguenti termini: « Pare che in Germania sia sparsa l'opinione che l'Alsazia gema sotto il giogo e la pressione della dominazione francese. come lo hanno dimostrato ultimamente le discussioni delle camere annoveresi. È questo un grande errore; i sentimenti sono così francesi quanto è possibile, e l'avversione contro la Germania si manifesta qui ancora più forte che nello stesso interno della Francia. E forse un caso unico nella storia che un popolo si accomodi così presto una dominazione straniera, e perda le simpatie per la nazione di sua origine, la cui lingua parla ancora, di cui ha ancora lo spirito. »

— L'Austria ha risposto alla dichiarazione del consiglio federale relativa alla neutralità della Svizzera, ed esprime la sua soddisfazione dell'intenzione di quel paese di mantenere i suoi diritti, ed i trattati esistenti. L'Austria dalla sua parte, rispetterà molto scrupolosamente tale neutralità, fintantochè verrà osservata dalla Svizzera.

Lord Palmerston nella camera dei comuni venerdì prese l' opportunità di rispondere agli attacchi di lord Derby al discorso pronunciato dal nobile visconte la notte di giovedì scorso.

Egli non intende discutere sulla prerogativa della corona di sciogliere il parlamento, ogni qualvolta i di lei consiglieri lo credono necessario, ciò che egli mise in campo, fu che il governo in quest'occasione non può sciogliere il parlamento senza il consenso della camera. La camera può rifiutare di aggradire la dissoluzione; ed essa può rimanere più a lungo ed indirizzarsi alla corona a favore dell'introduzione di un altro bill di riforma, o far prendere le demissioni al ministero. Questo procedere sarà perfettamente costituzionale. Egli non potrebbe però raccomandare l'adozione di tale procedimento, ma pensa esser migliore di accettare la domanda di appellarsi al paese. Una animata conversazione seguì, dopo di che questo soggetto venne abbandonato, e la camera procedette a votare alcuni dei bilanci.

— La commissione della camera dei deputati di Madrid per esaminare le accuse di peculato contro il signor Esteban Collantes, l'ex-ministro, ha risoluto che egli deve esser posto in stato di accusa.

— Notizie di Pietroborgo parlano della prossima riunione di una dieta finlandese. Questo avvenimento è maggiormente importante che tale assemblea non ebbe più luogo dopo il 1809, anno in cui la Finlandia passò sotto il dominio della Russia.

La dieta si dice si occuperà della considerazione di un prestito. Le stesse lettere annunziano che secondo le ultime notizie di Kiachta una gran fame prevaleva nella parte nord della Cina.

Dispacci Elettrici Privati

AGENZIA STEFANI

Parigi, 9 (*sera*).

Forte ribasso alla borsa di Vienna. L'Austria persiste a domandare il disarmo del Piemonte.

L'*Ost-Deutsche-Post* crede sempre incerta la riunione del congresso.

Borsa di Parigi.

Azioni del Credito mobiliare 656 (ribasso di 19 fr.)

Id. Str. ferr. Vittorio Emanuele 385 (ribasso di 5 fr.)

Id. Id. lombardo-venete 500 (ribasso di 5 fr.)

Rendita 3 0|0 francese aperta a 66 95, chiuse a 67 15, ribasso 35 centesimi.

Consolidati 94 5|8, ribasso una lira.

Borsa di Parigi del 9 aprile.

Fondi francesi	in contanti	in liquidazione
3 p. 0|0 . . .		66 95 67 15
4 1|2 p. 0|0	95 10	» »
Consolidati ingl.		94 5|8
Fondi piemontesi		
1849 5 p. 0|0	77 25	» »
1853 3 p. 0|0	» »	» »

G. ROMBALDO, Gerente.

DICHIARAZIONE

Tant' è l'indignazione pubblica nella Lombardia contro gli austriaci, pei loro iniqui progetti di distruzione, che noi comprendiamo benissimo l'interesse che ha ciascun italiano di

lavarsi dalla taccia non solo, ma fin anche da ogni minima presuppesizione di aver parte a tali iniquità. Egli è perciò che, oltre la rettificazione inserita nell'*Unione* del 6, aderiamo con piacere alla istanza di pubblicare quanto segue:

« Venendo a cognizione della ditta Zanoni e Barbetta di Milano, potersi a lei riferire l'articolo inserito nel foglio l'*Unione* di Torino del 29 marzo 1859, n. 88, e venendo essa per tal modo, sotto le iniziali Z. B., fatta segno a delle taccie ingiuste ed ingiuriose, col manifestare la credenza che essa abbia un contratto riservato col militare per l'acquisto e cessione dell'acqua ragia in quantità piuttosto vistosa, quasichè, come si vuole alludere, essa si presti alla fornitura di un materiale di distruzione, quale sarebbe questo liquido infiammabile; lasciando da parte il resto di quell'articolo, si crede in debito di smentire una simile imputazione, e in pari tempo

Dichiara:

essere falsa e falsissima l'asserzione del tanto ben informato e diligentissimo riferente del suddetto articolo, che la ditta Z. B. di Milano abbia ricevuto non solo nel mese di febbraio scorso, ma nemmeno in tutti questi tre ultimi mesi li 500 barili acqua ragia che egli si affatica a voler dimostrare essersi daziati per entrata alla ricevitoria di Borgo Ticino, mentre furono soltanto 55 barili avuti da Marsiglia; ed essere inoltre ancora più falsa la taccia che essa ditta Z. B. abbia un contratto riservato col militare, mentre essa non ha mai avuto, nè mai si è sognata di avere, sia direttamente che indirettamente la benchè minima ingerenza al detto scopo.

« Non deve poi far meraviglia se la ditta in discorso passi a degli acquisti all'estero di vistose partite di acqua ragia, quando si voglia por mente alle sempre crescenti ed estesissime relazioni ch'essa si è procurate coi principali fabbricatori di canfino di tutte le provincie della Lombardia, del Veneto, Friuli, Tirolo ed altri stati d'Italia, dove il consumo va continuamente aumentandosi per la fabbricazione di questo liquido illuminante, tanto sia per la mancanza come in sostituzione del gas, e tenendo appunto per tal uopo dei contratti quasi si può dire esclusivi coi detti fabbricatori per la fornitura di quest'articolo che ne forma la materia prima; in forza di che essa ditta si trova nella circostanza, ed anzi nell'impegno di dover continuare negli acquisti di vistose partite, come appunto ora ne attende una parte di carico che deve approdare a Genova verso la fine del corrente aprile.

« Fa altresì osservare la ditta Z. B. che essa soltanto nell'ora decorso anno, ebbe uno smercio di oltre 1500 barili. E gli ultimi ritiri poi fatti nello spirato trimestre furono di 100 barili da Trieste, e li 55 retro accennati da Marsiglia, li quali tutti, come sempre si fece colle anteriori partite, vennero diramati sulle diverse piazze del consumo coll'intermedio delli speditori Giussani, Ghinzani e Comp. di Venezia, e fratelli Barinetti di Milano, restandone solo pochi barili qui in piazza per la vendita ai droghieri nei bisogni della città ad uso delle arti, ed ai due o tre fabbricatori di canfino qui pure esistenti.

« Dopo tutti questi schiarimenti, crede inutile la ditta Z. B. di più altro aggiungere a giustificazione del proprio operato, e ritiene che presso qualsiasi persona di buon senso, e di qualche cognizione non si farà difficoltà a riconoscere che al tutto falsa ed azzardata si è la relazione data nel noto articolo dalla *persona diligentissima ed esatta* circa l'impiego del suddetto liquido; e che molto male a proposito si appoggia l'onorevole redattore del sui lodato foglio a commentare in una maniera tanto precipitosa e sfavorevole simili dicerie; ritenendo una tale riferta proveniente da individuo che si punge certamente d'invidia di non aver avuta mai ingerenza per gli acquisti, segnatamente nell'America, di questa materia. »

Si vende presso l'Ufficio dell'*Opinione* e dai principali librai

INTRODUZIONE

ALLA

STORIA DEL SECOLO XIX

di G. G. GERVINUS.

SCIROPPO DI LABELONYE

FARMACISTA DELLA SCUOLA SUPERIORE DI FARMACIA, PLACE DU CAIRE, 19, IN PARIGI.

Questo Sciroppo, *la cui base è il principio attivo della Digitale*, è il medicamento più generalmente impiegato, per combattere le **Malattie del cuore** e le **Idropisie**, dai più illustri medici francesi, fra i quali citeremo i sigg. professori **Andral**, **Bouillaud**, **Fouquier**, **Marjolin**, **Robert**, **Rostan**, ec., i quali hanno costatato la sua costante efficacia contro tali affezioni. Esso calma prontamente le più vive *palpitazioni*, e colla sua azione, esso fa sparire prontamente un' *idropisia*. — Infine esso viene adoprato col medesimo successo contro le **affezioni del petto** (*Raffreddori, asme, catarri, bronchite nervose*, ec.), che esso guarisce o calma in pochi giorni.

L'immenso successo ottenuto dallo **Sciroppo di Labélonye**, ha eccitato la cupidigia dei contraffattori, sopratutto all'Estero. Essi hanno imitato le antiche *marche di fabbrica* del signor Labélonye per vendere sciroppi inerti o male preparati.

Onde impedire quest' abuso, ogni bottiglia del **suo sciroppo** *sarà, in avvenire, ricoperta d' etichette colorite inimitabili, e suggellata con una fascia turchina firmata dall' Inventore.* Viene inoltre accompagnata da un' istruzione *in Italiano* e da un' altra *in Francese* col bollo governativo sulla sua firma.

Agente commissionario in Torino D. Mondo, via P. V. degli Angeli, n. 9.

Trovasi nelle farmacie di: Torino, Depanis, via Nuova vicino a Piazza Castello; Bonzani, via Doragrossa, 19. — Alessandria, Basilio — Aosta, Galesio — Asti, Bochiero — Biella, Masserano — Cagliari, Cugusi — Casale, Oglietti — Chambéry, H. Julien e Comp. — Castelnuovo, Beica — Genova, Bruzza e De Negri — Mortara, Sartorio — Nizza, Musso e Dalmas — Novara, Caccia — Novi, Polissarolo — Santhià, Ajmonino — Savigliano, Calandra — Vercelli, Berteletti — Sassari, Sollnas — Cuneo, Cairola — Mondovì-Piazza, F. Vassallo — Sartirana, Novaretti — Savona, Albenga — Pallanza, Franzi.

BUSTI di Parigi e nazionali, cuciti a mano e con macchine, di prezzo di L. 2 40 a 14. Se ne fanno di commissione in soli 2 giorni, presso LUIGI GROSSO e C., via *Porta Nuova*, N. 3, vicino all'albergo del Cavallo Bigio.

VERMOUTH-SELTZ. La bevanda privilegiata del *Vermouth-Seltz* negli Stati Sardi e nella Francia, riconosciuta dai relativi Consigli di sanità quale bibita corroborante lo stomaco, digestiva e promuovente l'appetito, può farsene uso al modo stesso della birra ed altre bibite, essendo d'altronde il *Vermouth-Seltz* molto salubre. — Prezzo di ogni bottiglia cent. 50; 1/2 bottiglia c. 30. - Fabbrica Frigerio via Quattro Pietre, n. 16. Vendesi dai Caffettieri, Birrarie e Liquoristi.

Appartamento signorile

al piano terreno di 10 membri oltre i sotterranei, servibile anche per banca od ufficio, d'affittare al 1° luglio 1859, via Arsenale, n. 5.

Al ***CAFÉ DE PARIS*** da rimettere il **THE TIMES** per fr. **10** al mese.

NUOVI BAGNI

detti di **S. MASSIMO**, di **Perlino Francesco**, *Borgonuovo, via della Chiesa, N. 10.*

GALERIE DE L'INDUSTRIE PARISIENNE

Contrada Nuova, N. 21.

Grand assortiment de **lampes** riches et autres, **candelabres**, **flambeaux**, **suspensions de lampes**, **meubles** laque, bois de rose et acajou, etc. **Articles de luxe** de toute espèce et de fantaisie pour **cadeaux**, **lorgnettes** de théâtre, **porcelaine**, **cristaux**, **bronzes imitation**, **nouveautés**, etc. ***PRIX EXCEPTIONNELS.***

Dépôt de véritable **Vin de Champagne** à 5 et 6 fr. la bouteille.

Essenza Estersiva Concentrata

dei Dottori PERRY di Londra

Rimedio antisifilitico impiegato nei casi di sifilide e contro i sintomi secondari, gli umori scorbutici, le ferite inveterate, le ulceri, le piaghe alle gambe, le piaghe ed ulceri veneree, i gonfiamenti glandulari, le risipole, la lebbra, le scrofole, le bolle, le malattie della pelle, le eruzioni cutanee di ogni specie.

DEPURATIVO PER ECCELLENZA

il quale produce i più sorprendenti effetti. I suoi principii attivi si trasmettono per mezzo del sangue a tutto il corpo, e penetrano persino nei più piccoli vasi, togliendo e cacciando nel suo cammino tutte le corruzioni e le impurità del liquido vivificante di modo da estirpare completamente la virulenza della malattia, e da cacciarla per la traspirazione a traverso i pori e l'orina, ristabilendo la salute e rendendo al corpo tutto il suo vigore. Questo rimedio, per le sue qualità particolari, basta per produrre una perfetta guarigione dei più inveterati e più ostinati casi delle malattie veneree.

Prezzo: Boccetta piccola . . . L. 12.
Triplice quantità . . . » 25.

Istruzioni dettagliate accompagnano ogni boccetta. — Vendesi in Torino da BONZANI, farmacista, via Doragrossa, num. 19.

Nella farmac. Depanis **DEPURATIVO DEL SANGUE** *Via Nuova Torino.*

Coll'essenza di Salsapariglia concentrata a vapore

superiore a tutti i depurati finora conosciuti.

Questa sostanza semplice, vegetale, conosciutissima, e così preparata con tutta la diligenza, guarisce radicalmente e senza mercurio le affezioni della pelle, le erpeti, le scrofole, gli effetti della rogna, le ulcere, ecc., come pure gl' incomodi provenienti dal parto, dall'età critica e dall' acrità ereditaria degli umori, ed in tutti quei casi in cui il sangue è viziato o guasto.

Come depurativo efficacissimo, conviene nelle malattie della vescica, nei restringimenti e debolezza degli organi, cagionati dall'abuso delle iniezioni, ec.

Come antivenerea, L'ESSENZA DI SALSAPARIGLIA è sopratutto raccomandata da tutti i medici nelle malattie veneree antiche e ribelli a tutti i rimedii già conosciuti, toglie ogni residuo contagioso e neutralizza il virus venereo.

Ogni uomo prudente, per quanto leggermente sia stato affetto dalle suddette malattie od altre consimili, deve fare una cura depurativa almeno di 2 bottiglie. L'esperienza di varii anni ed i moltissimi attestati confermano sempre più la virtù di questo portentoso depurativo rigeneratore del sangue.

Prezzo della bottiglia coll'istruzione L. 10, mezza bottiglia L. 6.

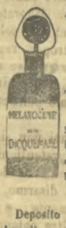
Si vende solo nella farmacia Depanis, via Nuova, vicino a piazza Castello.

MUSEO ANATOMICO DI PARIGI

Domenica prossima, 17 aprile, ultimo giorno dell'esposizione anatomica nelle sale di casa Vinardi in via Doragrossa, n. 1, piano 1°, sull'angolo di piazza Castello.

COSSILA presso **BIELLA**

La Casa di convalescenza con Stabilimento Idropatico del medico Vinea in Cossila, distante due soli chilometri da Biella, trovasi aperta fino dal 1° marzo, ove si praticherà la cura idropatica per tutto l'anno. Per le domande franche al Direttore D.r P. Angelo Vinea.



Medaglia di bronzo alla Società delle scienze industriali di Parigi

NON PIU' CAPELLI BIANCHI

MELANOGÈNE

TINTURA PER ECCELLENZA del chimico DICQUEDAIRE Maggiore.

Per tingere all' ***istante in ogni colore*** i capelli e la barba senza pericolo per la ***PELLE*** e senza alcun odore. Questa tintura è ***superiore a quelle adoperate fino al giorno d'oggi***. — Fabbrica a Rouen, *rue St Nicolas*, 39. Deposito a Parigi, presso TERREUR et Comp., *rue Montmartre*, 117 e 119.

Prezzo fr. 6.

Deposito centrale in Torino presso l'*Uffizio generale d'Annunzi*, via B. V. degli Angeli n. 9. Vendesi anche presso Tiole, via S. Francesco di Paola, N. 7.

Banca Generale Svizzera

A cominciare dal 15 aprile il *vaglia* n. 4 delle azioni intieramente liberate dello Stabilimento suddetto verrà pagato in Ln. 10 da Carlo De Fernex, banchiere in via Alfieri, n. 10, a Torino.

EGITTO

Semente di ***Bachi da Seta*** del Gran Cairo in Egitto. — Deposito unico nel negozio da carte del sig. Leone Weig-Wolf in Torino, via delle Finanze, in faccia alla Posta delle lettere.

NB. *In Egitto non vi è mai stata la malattia dei bachi da seta.*

TRATTORIA

delle Messaggerie Sarde

bene avviata, da rimettere a patti vantaggiosi con more.

Recapito al proprietario della medesima, via D'Angennes, n. 35.

TERRA POZZOLANA

a franchi tre per ogni 100 chilogr.

Presso i fratelli Sclopis Torino, via Mercanti, n. 15.

DROGHERIA

ALBERTI E MUSSO

successori G. B. STACCIONE e C.

via Milano e Senato.

Trovasi deposito di **Guano** vero del Perù, Trifoglio, Erba medica e maggienga, Sapone e Spugne d'ogni qualità.

MORTE AGL' INSETTI

POLVERE VEGETALE privilegiata (non nociva alle persone) infallibile per distruggere le pulci, cimici, formiche, tarlo, ecc.; basta impolverare i letti, materassi, i panni e gli animali molestati dalle pulci per vederne subito l'effetto.

Prezzo Cent. 40 e da 20 la scatola.

Vendita all' ingrosso con notevole sconto ai rivenditori.

Presso RATTI, negoziante in colori via S. Francesco di Torino, dirimpetto alla farmacia.

MAGNESIA calcinata inglese, genuina di Henry di Manchester. Vendesi in *flacons* suggellati presso Bonzani farm., Doragrossa, n. 19, Torino.

R. CAMERA DI AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Borsa di Commercio. Bollettino ufficiale dei corsi accertati dagli agenti di cambio e dai sensali. – Corso autentico – *Torino, 9 aprile* 1859.

FONDI PUBBLICI		Contratti del giorno precedente dopo la Borsa: In contanti	In liquidazione	Contratti della mattina: In contanti	In liquidazione
RENDITE	*Godimento*				
1849 5 0 0	1 gennaio	77 75	77 50 aprile	77 —	76 40 30 aprile
					76 25 30 aprile
» Certificato Imprestito 78					
FONDI PRIVATI					
Az. Cassa comm. e ind. n. e.		— —	60 50 aprile	60 —	59 50 30 aprile

EFFETTI DEL MAGNETISMO

Mi è grato porgere a notificanza pubblica, in nome del vero, un fatto occorsomi addì 27 or scorso mese di marzo 1859, consistente:

Si sappia da chi di ragione avere mia moglie, per nome Marietta Tepparo di S. Giusto Canavese, abbandonato il letto nuziale per la seconda volta nel giorno 26 dell' ora scorso mese;

Che quindi essendomi state infruttuose le più minute ricerche onde ritrovarla, vennemi in pensiero rivolgermi allo studio dell'esimia signora sonnambula Leopolda, via Argentieri n. 10, dalla quale fui consigliato di recarmi in Moncalieri sull' istante, nell' albergo del Pesce, dove avrei ritrovato mia moglie a pranzo con un prete ed un altro individuo, dei quali però ella ne sfuggiva il nome, e se avessi lasciato trascorrere le ore due pomeridiane non li avrei più ritrovati, poichè in tale frattempo avrebbero diretto i loro passi altrove, e così facendo li avrei sorpresi sul finire della mensa.

Ed infatti essendomi sull' istante partito coll' omnibus di Moncalieri, giunsi alle ore 2 nel citato albergo e ritrovai mia moglie in compagnia del notificatomi prete dalla Sonnambula, il quale si chiama D. Ramella Giuseppe ex domenicano, nativo d'Oneglia, non che dell'altro individuo, di cui tralascio il nome.

E per essere la pura verità mi sottoscrivo.

Torino, addì 2 aprile 1859.

BOGINO GIAMBATTISTA

ex impiegato alla R. Accademia Milit., abitante in via S. Morizio, n. 2, piano 2°

TISI ***POLMONARE e BRONCHITI***, guarite con l' ***ELECINA*** del Dottore **LA MAUR**. Vendita presso BONZANI, Doragrossa, e DEPANIS, Via Nuova, Torino.

ELISSIRE ANTIVENEREO D'HYSLCHR.

100 fr. a chi non guarisce.

Supremo depurativo vegetale del sangue.

Il solo, a ogni stagione, infallibile per la pronta guarigione di tutte le gonorree, scoli, fiori bianchi, mancanza di mestrui e malattie ereditate le più inveterate e ribelli. Fr. 4 il fl. sufficiente per la cura.

Il samo virile D'Hyslchr

innocuo, il più efficace contro ogni specie di impotenza e sterilità degli organi genitali prodotta da malattie, abuso di piaceri, ecc. Fr. 15. Torino dal farm. Bucca, via dell'Ospedale, n. 31, piano terreno, nel cortile; drogh. Cuniberti, via di Po; Genova, farm. Bruzza; Vercelli, Bertelotti; Alessandria, Oviglio. (Vari attestati provano l'efficacia.)

Tip. dell' *Opinione* diretta da G. Carbone.